

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DU MINISTERE DES FORCES ARMEES (MFA)

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de la Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties Contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
HTT	Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

MFA Ministère des Forces Armées

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics. Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.

- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un échantillon assez représentatif (en conformité avec les exigences des TDR)**, composé de :

- . **AOO** (13 marchés sur 25 sont examinés soit : **52%**)
- . **AOR** (11 marchés sur 12 sont examinés soit : **92 %**)
- . **AVENANTS** (6 marchés sur 6 sont examinés soit : **100%**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

Le Ministère des Forces Armées s'est conformé, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir :

. **Commission des Marchés** (**conformément aux termes de l'article 35 du code**) mise en place par **Arrêté ministériel n° 2228/MFA/CAB/CPMP du 07/03/2011** et qui est spécifiquement chargée de la passation, du suivi et du contrôle des marchés publics. A cet effet, elle reçoit les dossiers techniques élaborés pour la constitution des DAC par les services dépensiers concernés et assure la mise en forme administrative et réglementaire de toutes les étapes de la procédure de passation des marchés.

Elle est ainsi chargée d'établir les rapports de présentation, de même qu'elle prend en compte tous les aspects liés à la veille réglementaire en matière de gestion des marchés publics, de la consultation, du classement et de l'archivage de tous les documents de marchés.

Elle prend en charge, également, les relations incidentes avec les autorités compétentes du dispositif des marchés publics telles que **l'ARMP et la DCMP**

. **Cellule de Passation des Marchés** mise en place par **Arrêté ministériel n° 06881/MFA/CAB/CPMP du 28/07/2010** précisant le remplacement du **Capitaine Mapenda GUEYE** par le **Commandant François LECOMTE**.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 – Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission, ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Il faut noter, par ailleurs, que le cabinet a décidé d'examiner les Appels d'Offres Restreints à hauteur de 92% (c.à.d. 11 significatifs sur 12), dès lors qu'il s'agit de mesures dérogatoires assujetties à l'autorisation préalable de la DCMP.

GROUPEMENT BEMF FOR AFRICA/GTI

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres O (AOO)	25	744 110 396	13	551 369 858	52,00	74,10
Appel d'Offres R (AOR)	12	754 542 180	11	727 720 980	91,67	96,45
AVENANTS	6	384 454 392	6	384 454 392	100,00	100,00
DRP	0	-	0	-		
TOTAL	43	1 883 106 968	30	1 663 545 230		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

- a) Pour l'année 2011, le Ministère des Forces Armées a lancé **vingt cinq (25) appels d'offres ouverts**. Tous ces appels d'offres ont été passés selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics. Pour tous ces appels d'offres, l'avis de non objection de la DCMP a toujours été requis aussi bien pour le lancement de la procédure que pour l'attribution provisoire même si les montants estimatifs n'atteignent pas les seuils de revue de la DCMP. Ceci permet de s'assurer de la bonne qualité des dossiers et d'avoir de solides références pour l'avenir.
- b) Pour les **appels d'offres restreints**, ont été lancés **douze (12) en procédure d'urgence** et qui sont tous autorisés par la DCMP.
- c) Pour les **avenants de renouvellement de marchés**, ils sont conclus en application de l'article 25 du CMP et après ANO de la DCMP.

Le Ministère des Forces Armées en a passé **six (06)** au cours de l'année 2011. Il s'agit des avenants ci-après :

1/ Avenant n°F1245/11 du 31/10/2011 d'un montant de 193.200.000 FCFA / HT-HD (suite au marché de clientèle N° 0678/10 du 01 Septembre 2010 d'un montant de 519.900.000 FCFA/HTHD) et relatif à la fourniture de matériels de campement et d'effets d'habillement au profit de la Direction de l'Intendance des armées (lot n°1 : HABILLEMENT ET EQUIPEMENT) attribué à la société MANITOU, sise Avenue Birago DIOP, Point E

2/ Avenant n°F1182/11 du 18/10/2011 d'un montant de 40.900.000 FCFA / HT HD (suite au marché de clientèle N° F O679 /10 du 01 Septembre 2010 d'un montant de 125.000.000 FCFA/HTHD) et relatif à la fourniture de matériels de campement et d'habillement (lot N° 2 : EFFETS DE PROTECTION CONTRE LE FROID) attribué à la société KEUR KHADIM sis à l'Avenue Cheikh A. BAMBA x 38 (face monument Indépendance) DAKAR

3/ Avenant n°F1230/11 du 18/10.2011 d'un montant de 38 000 000 FCFA / HT-HD (suite au marché de clientèle N° F O637/10 du 14 mai 2010 d'un montant de 98.500.000 FCFA/HTHD) et relatif à la Fourniture de matériels de campement et d'habillement (LOT N° 3 : SAC DE VIE EN CAMPAGNE ET PLAT ALVEOLE) attribué à la société MINTECH INTERNATIONAL , rue 3x Boulevard de l'est Point E DAKAR

4/ Avenant n°F1231/11 du 18/10/2011 d'un montant de 34 250 000 FCFA / HT-HD (suite au marché de clientèle N° F0638/10 du 14 mai 2010 d'un montant de 95.557.000 FCFA/HTHD) et

relatif à Fournitures de matériels de campement et d'habillement (LOT N° 4 : CAMPEMENT : MATIERES PREMIERES POUR LA CONFECTION DE SAC DE VOYAGE

5/ Avenant n° F0533/11 du 16/05/11 d'un montant de 19.998.447 FCFA / HT-HD (suite au marché de clientèle N° F1113/10 du 30/11/10 d'un montant de 46.955.605 FCFA/HT-HD) et relatif à la fourniture de matériel d'atelier et de consommables machines - électricité au profit de la Marine Nationale (3 lots)

6/ Avenant n° F0532/11 du 16/05/11 d'un montant de 58.105.945 F CFA HT-HD (suite au marché de clientèle N° F 1156/10 du 30/11/10 d'un montant de 69.646.320 FCFA/HT-HD) et relatif à la fourniture de peinture et accessoires de peinture au profit de la Marine Nationale (lot1)

Pour l'élaboration de ces avenants, la DCMP a particulièrement insisté sur le respect strict des prix unitaires des marchés initiaux, sur la fourniture des attestations d'existence des crédits devant couvrir le montant total des engagements ainsi que toutes les pièces constitutives du marché initial qui doivent être jointes à la demande d'ANO Le MFA a systématiquement requis l'ANO de la DCMP sur les avenants de renouvellement faisant suite à un marché de clientèle (**reconductible pour un an conformément à la réglementation**).

1.3.3 - Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Le MFA, du fait de la spécificité de ses achats (majoritairement éligibles à la procédure d'entente directe) a fait preuve de beaucoup de retenue en se limitant uniquement, durant cette gestion 2011, aux avenants de reconduction de marchés de clientèle. Ce qui est une grande marque de bonne gouvernance.

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas de constats spécifiques relatifs à l'exécution financière.

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres :

Le MFA gagnerait à mieux maîtriser la programmation de ses achats (en se référant notamment aux statistiques sur les marchés des exercices antérieurs) afin de minimiser les marchés de clientèle qui, à répétition, renvoient à des marchés de gré à gré classiques qui ne disent pas leurs noms.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Nous n'avons pas de recommandations spécifiques relatifs à l'exécution financière.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a) Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**).

Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés



Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).



EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

-  L'A.O.O est National ou International ?
-  L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?



EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

-  Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
-  Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?



EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

-  Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
-  Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

-  Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
-  Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive). **Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.**

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dûment élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (**conformément aux TDR**) :

- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D).....: **15%.**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D).....: **25%**
- Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants..... : **25%**
- Marchés passés par Entente Directe et A..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

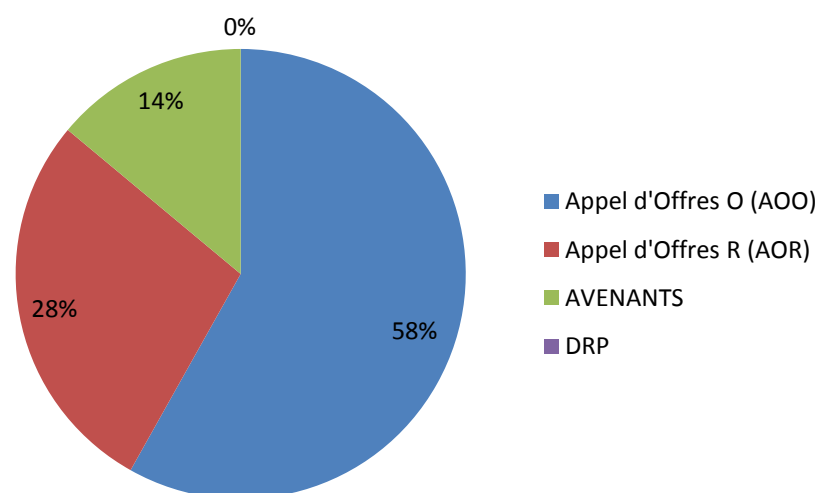
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres O (AOO)	25	744 110 396	13	551 369 858	52,00	74,10
Appel d'Offres R (AOR)	12	754 542 180	11	727 720 980	91,67	96,45
AVENANTS	6	384 454 392	6	384 454 392	100,00	100,00
DRP	0	-	0	-		
TOTAL	43	1 883 106 968	30	1 663 545 230		

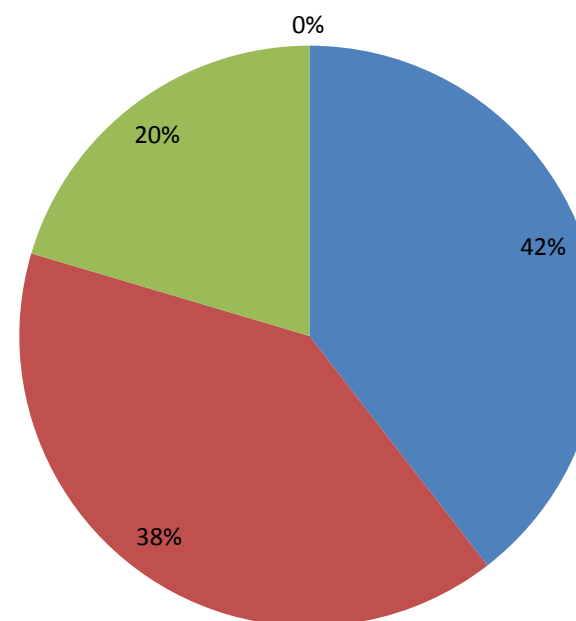
CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE



MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR

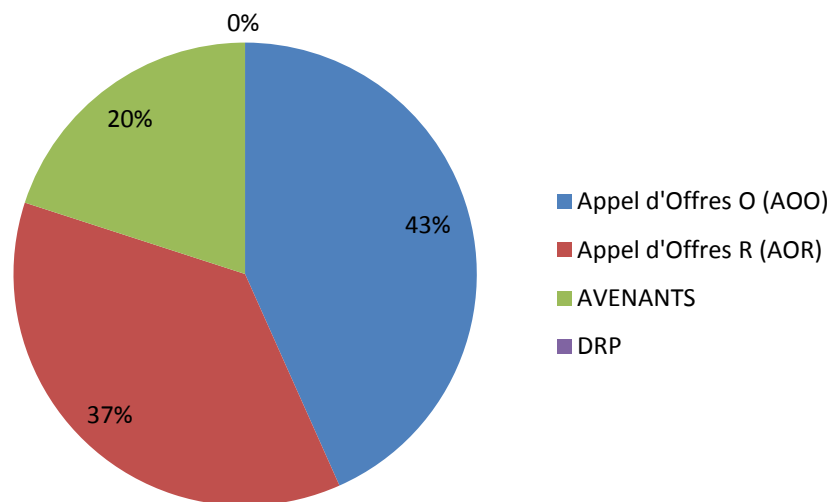
■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ AVENANTS ■ DRP



GROUPEMENT BEMF FOR AFRICA/GTI

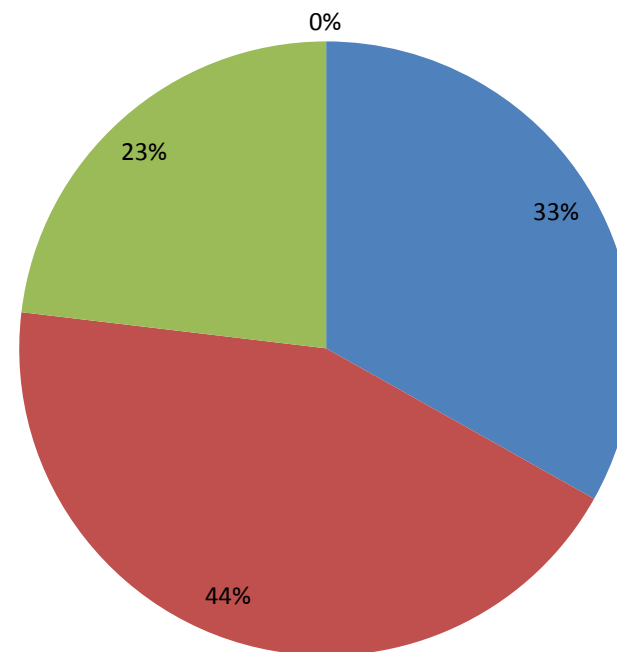
CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE**



**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN
VALEUR**

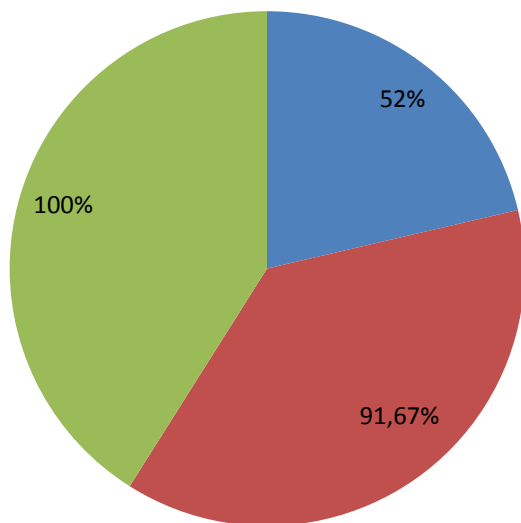
■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ AVENANTS ■ DRP



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

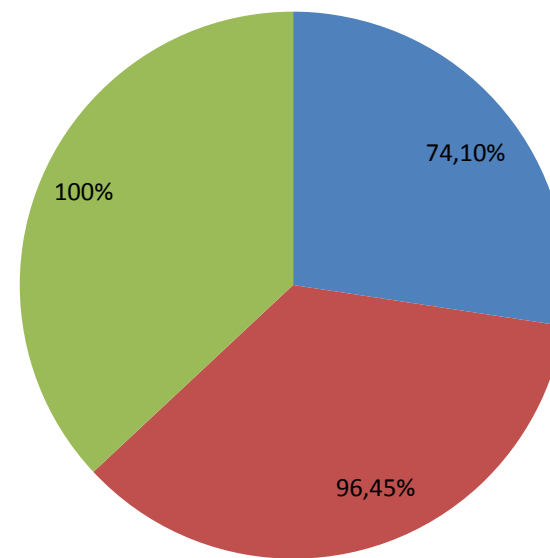
**TAUX DE COUVERTURES
EN NOMBRE**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ AVENANTS ■ DRP



TAUX DE COUVERTURE EN VALEUR

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ AVENANTS ■ DRP



L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O** (52% en nombre et 74,10% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)

. **A.O.R** (91,67 % en nombre et 96,45% en valeur)

. **AVENANTS** (100% en nombre et 100% en valeur)

. Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés, est calculé comme suit :

. **A.O.O** (43% en nombre et 33 % en valeur)

. **A.O.R** (37% en nombre et 44 % en valeur)

. **AVENANTS** (20% en nombre et 23 % en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables au Ministère des Forces Armées, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes du MFA**, d'autre part.

Il s'y ajoute que le MFA est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MINISTERE DES FORCES ARMEES EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

Le MFA est une structure administrative, à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA mais inférieur à 100.000.000 F CFA	Le Ministre des Forces Armées
Montant du marché est supérieur ou égal à 100.000.000 F CFA et inférieur à 500.000.000 F CFA	Le Ministre de l'Economie et des Finances
Montant du marché est supérieur ou égal à 500.000.000 F CFA	Le Premier Ministre

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

Le MFA n'a pas eu recours à la Maitrise d'Ouvrage Déléguée. Il assure l'entière responsabilité de la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution de ses marchés.

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

Le coordonnateur de la C.P.M devra mettre en place des mesures pratiques susceptibles de favoriser un fonctionnement optimal de la C.P.M, à savoir :

- a) le renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) l'établissement régulier à la date du 31 mars de chaque année de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du Ministère des Forces Armées a été instituée par l'arrêté ministériel n° 002228/MFA/CAB/CPMP en date du 07/03/2011, pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant code des marchés publics et relatifs aux Commissions des Marchés.

Ainsi, la Commission des Marchés, régulièrement constituée pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

b) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics

Tous les membres de la commission des marchés du MFA ont pris connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics et les différentes attestations y afférentes ont été archivées au niveau de la DAGE du MFA.

c) PPM

Le PPM mis à disposition comporte 43 marchés dont 41 AOO et 02 avenants.

d) AGPM

Avis Général de Passation des Marchés gestion 2011 publié au journal Le Soleil du 08 et du 09 Janvier 2011.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

La C.P.M est coordonnée par un OFFICIER SUPERIEUR qui a bénéficié de toutes les formations de mise à niveau organisées par l'ARMP notamment sur la réglementation des marchés publics (modules : préparation, évaluation des offres, exécution des marchés) ainsi que sur la méthodologie des audits et le système de classement et d'archivage.

Ces bonnes dispositions organisationnelles ont permis au MFA d'accueillir convenablement les missions annuelles d'audit des marchés et de mettre à leur disposition en temps opportun l'ensemble des dossiers requis grâce à un système de classement et d'archivage satisfaisant.

Il s'y ajoute que les membres de la C.P.M, bénéficient d'une expérience continue depuis plus de QUATRE ANS et se prévalent d'avoir subi avec satisfaction deux missions antérieures d'audit des marchés publics.

La CPM a élaboré et transmis à la DCMP, les rapports du 1^{er} et du **RAS 2^{ème} semestres (lettre n° 4203/MFA/CAB/CPMP du 23/09/2011)**, du 3^{ème} trimestre **(lettre n°4468/MFA/CAB/CPMP du 13/10/2011)** et le rapport annuel de l'année 2011**(lettre n° 1153/MFA/CAB/CPMP du 23/03/2012)**

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de le Régulation ?

Durant la gestion 2011, le MFA n'a pas enregistré, dans sa passation de marchés, de recours et réclamations de la part de candidats dont les offres n'avaient pas été retenues par la Commission des Marchés. Ce qui est un bon indicateur dans l'appréciation des marchés publics.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

Nous n'avons pas constaté de carence documentaire concernant la gestion 2011.

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Nous n'avons pas constaté de carence documentaire concernant la passation des marchés durant la gestion 2011.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

Nous n'avons pas constaté de carence documentaire concernant l'exécution documentaire durant la gestion 2011.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

Aucun fractionnement n'a été décelé au cours de notre revue.

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Rien à signaler.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

A-APPELS D'OFFRES OUVERTS

1) Appel d'offres relatif à la fourniture de pièces de pièces détachés et matériels outillages et techniques de casernement au profit de la Gendarmerie Nationale : lot n°1(batteries pneumatiques)

A l'ouverture des plis, deux (02) offres ont été reçues des candidats suivants :

1/ SAMAT avec un montant de 1.722.485 F CFA (PU) TTC

2/ SICAS avec un montant de 1.619.336 F CFA (PU) TTC

La Commission des Marchés a écarté l'offre de SICAS suite au rapport d'évaluation des offres n° 014/MFA/CAB/CPMP daté du 09/08/2011 de la Commission Technique estimant les prix unitaires proposés par SICAS anormalement bas.

A la suite de la décision de la Commission des Marchés, le MFA, par lettre n° 3578/MFA/CAB/CPMP du 04/08/11 dont la société SICAS a accusé réception le même jour, a demandé au soumissionnaire de justifier ses prix. Aucune réponse, ni de recours de SICAS n'ont été trouvés dans le dossier. Par lettre n° 3839/ MFA/CAB/CPMP du 24/08/11 le MFA informe SICAS que son offre n'a pas été retenue pour le lot 1 portant sur fourniture de pièces détachées et matériels outillages technique de casernement au profit de la gendarmerie nationale.

La seule offre de la société **SAMAT** qui est restée en lice, remplissant les critères d'éligibilité, les conditions de qualification, conforme sur les offres techniques, est proposée attributaire provisoire du marché pour un montant de **80 000 000 F CFA, objet du Marché N°F 1020/11 du 22/09/11**. Cependant, il y'a lieu de noter que l'écart de **103 .149 FCFA** entre les deux seules offres en compétition et qui représente **7,7%** ne semble pas important au point de déclarer l'offre anormalement basse.

2) Appel d'offres relatif à la fournitures de pièces de pièces détachés et matériels outillages et techniques de casernement au profit de la Gendarmerie Nationale : lot n°3(pièces détachées TOYOTA, CITROEN, MITSUBISHI ou EQUIVALENT)

Une seule a été reçue et ouverte. Il s'agit de l'offre de KEUR MAME DIARRA avec un montant de 34 000 000 FCFA TTC.

La Commission des Marchés, après étude du Comité technique, a attribué le marché à KEUR MAME DIARRA dont l'offre a été jugée conforme, objet du **Marché N°F1022/11 du 22/09/11**

3) Appel d'offres pour la fourniture de pièces de pièces détachés et matériels outillages et techniques de casernement au profit de la Gendarmerie Nationale : lot n°4(pièces détachées HYUNDAI, BMW, PEUGEOT, RENAULT, NISSAN ou équivalent)

Une seule a été reçue et ouverte. Il s'agit de l'offre de KEUR MAME DIARRA. Le rapport d'évaluation des offres n° 014/MFA/CAB/CPMP daté du 09/08/2011 a noté que : la société **KEUR MAME DIARRA**, remplissant les critères d'éligibilité et les conditions de qualification, est réputée avoir proposé l'offre jugée conforme. **La Commission des Marchés a attribué, en conséquence, le marché à KEUR MAME DIARRA pour un montant de 30 000 000 FCFA TTC, objet du Marché N°F1023/11 du 22/09/11**

4) Appel d'offres pour la fourniture de pièces de pièces détachés et matériels outillages et techniques de casernement au profit de la Gendarmerie Nationale : lot n°5 (matériels outillages et techniques de casernement)

Une seule a été reçue et ouverte. Il s'agit de l'offre de SEVAM. Le rapport d'évaluation des offres n° 014/MFA/CAB/CPMP daté du 09/08/2011 a noté que : la société **SEVAM**, remplissant les critères d'éligibilité, les conditions de qualification, conforme sur les offres techniques et étant le seul soumissionnaire, est proposée attributaire provisoire du marché pour un montant de **36 000 000 F CFA** ,
objet du Marché N°F1024/11du 22/09/11

5) Appel d'offres pour la fourniture de pièces détachées d'origine pour camions de transport, camionnettes tactiques et de rechanges pour véhicule gamme commercial, de matériels et réparation injection, de peinture, batteries, de lots de pneumatiques au profit de la DMA (lot n°9)
. Deux offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

1/ Etablissements Naury GAYE

2/ MONDIAL AUTO

Après évaluation des offres techniques, la commission a attribué le marché aux ETS NAURY GAYE proposant l'offre moins disante remplissant les critères d'éligibilité, les conditions de qualification et de conformité.

Montant minimum : 15 000 000 FCFA HTHD Montant maximum : 110 000 000 FCFA HTHD, objet du **Marché T0124 du 07/02/11**

6) Appel d'offres pour Travaux de réhabilitation du patrimoine immobilier des armées en zone militaire N°1 à Dakar (lot 2)

Dix (10) offres ont été reçues et sept (07) ont été déclarées recevables. Il s'agit de:

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
2	S.G.T.T	40.279.996 F CFA	SONAC
3	MEQUISEN	38.528.028 F CFA	CBAO
4	6 C CONSEIL	65.720.838 F CFA	SONAC
6	GIE PHONDAGE	58.624.636 F CFA	ECOBANQUE
8	GEO-MAPS	45.358.567 F CFA	CBAO
9	GROUPE POLYTHECNIQUE	11.667.799 F CFA	CBAO
10	SARRE TECHNOBAT	9.746.712 F CFA	BRS

La lettre de soumission du Groupe Polytechnique n'est pas conforme à l'objet du présent appel d'offres, mais plutôt à l'AAO n° 9300/MFA/CAB/CPMP du 20/07/10.

Sur la base du rapport d'analyse des offres N° : 0076/MFA/CAB/CPMP en date du 26/10/10, la Commission des Marchés a attribué le marché à **MEQUISEN**, 23, Avenue Léopold Sédar SENGHOR Dakar pour un montant de **38.528.028 F CFA TTC, objet du Marché T0416 du 22/09/11**

Tous les soumissionnaires non retenus ont reçu notification du rejet de leurs offres et en ont accusé réception au MFA.

L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le journal « le soleil » du 27/10/2010

7) Appel d'offres pour Travaux de réhabilitation du patrimoine immobilier des armées en zone militaire N°1 à Dakar (lot 1) Dix (10) offres ont été reçues et huit (08) ont été déclarées recevables.

Il s'agit de:

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
2	S.G.T.T	54.251.651 F CFA	SONAC
3	MEQUISEN	46.680.269 F CFA	CBAO
4	6 C CONSEIL	69.986.532 F CFA	SONAC
5	LES SERVICES DU BATIMENTS	77.768.535 F CFA H.T.V.A	BICIS
6	GIE PHONDAGE	66.297.131 F CFA	ECOBANQUE
8	GEO-MAPS	45.366.038 F CFA	CBAO
9	GROUPE POLYTECHNIQUE	44.093.390 F CFA	CBAO
10	SARRE TECHNOBAT	45.962.027 F CFA	BRS

Sur la base du rapport d'analyse des offres N° : 0076/MFA/CAB/CPMP en date du 26/10/10, la Commission des Marchés a attribué le marché à **Groupe Polytechnique** Pikine Tally Bou Bess villa n°4125 Fass Marigot 2 Dakar qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant pour un montant de **44.093.390 F CFA TTC , objet du Marché T0417 du 16/05/11**

L'attributaire en a reçu notification. Tous les soumissionnaires non retenus ont reçu notification du rejet de leur offre et en ont accusé réception au MFA. L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le journal « le soleil » des 24, 25 et 26/12/2010

8) Appel d'offres pour Travaux de réhabilitation du patrimoine immobilier des armées en zone militaire N°1 à Dakar (lot 1)

n°5 à Ziguinchor et Bignona (lot 3)

Deux (02) offres ont été reçues et déclarées recevables. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	ETS TABAFOR	27.532.458 F CFA	Lettre de soumission chq BHS
2	ASTPCI	32.182.464 F CFA	Lettre de soumission chq Banque Atlantique

Sur la base du rapport d'analyse des offres N° : 0056/MFA/CAB/CPMP du 16/08/10, la Commission des Marchés a attribué le marché à TABAFOR, Hlm Boudodi n°3 Ziguinchor qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant pour un **montant de 27.532.458 F CFA TTC, objet du Marché T0412 du 14/03/11**. L'attributaire en a reçu notification. L'attribution provisoire étant faite à la clôture des opérations budgétaires et les délais d'exécution étant incompatibles avec la liquidation budgétaire, le MFA a saisi la DCMP pour une autorisation de poursuivre le processus du marché (cf Lettre n°1752/MFA/CAB/CPMP du 11/04/11).

La DCMP ayant déjà donné son ANO sur l'attribution du marché (**cf lettres n°: 4234MEF/DCMP du 09/09/10, 5149/MEF/DCMP du 03/11/10, 5539/MEF/DCMP du 01/12/10, 5621/MEF/DCMP du 08/12/10 et 4908/MEF/DCMP du 20/10/10**), n'a formulé aucune objection à la poursuite de la procédure sous réserve de la présentation, avant approbation, des documents relatifs à leur couverture financière et que l'attributaire accepte la prorogation de la validité de son offre.

9) Appel d'offres pour Travaux de réhabilitation du patrimoine immobilier des armées en zone militaire N°1 à Dakar (lot 1) et n°5 à Ziguinchor et Bignona (lot 3)

Six (06) soumissionnaires ont fait des offres déclarées recevables. Il s'agit de

1/ SARRE TECHNOBAT (lot 2 : 21 067 539 FCFA TTC) et (lot 3 lot 3: 32 500 089 F CFA)

2/ MBS (lot 2 : 25 177 853 FCFA TTC) et (lot3 : 34 987 873 F CFA)

3/ TABAFOR (lot 3: 33 007 089 F CFA)

4/ FABAX (lot2: 26 444 720 F CFA) ET (lot3: 39 161 561 F CFA)

5/ KANDJI ET FRERES (lot2: 27 102 556 F CFA) et (lot3: 38 227 958 F CFA)

6/ KFE (lot3: 35 520 222 F CFA)

Sur la base du rapport d'analyse des offres, la Commission des Marchés a attribué les lots 2 et 3 à **SARRE TECHNOBAT** qui a proposé les offres conformes évaluées moins disantes pour un montant de **53 567 628 F CFA TTC**, objet du **Marché T0419 du 06/04/2011**

10) Appel d'offres pour Travaux de constructions neuves en zones militaires n°1 (DAKAR) et n°2 (Saint-Louis): lot 3

QUATRE (04) offres ont été reçues par la Commission des Marchés. Il s'agit de :

1/ Ets KANDJI et FRERE

2/ 6 C Conseil

3/ SCI Sarl

4/ BF TRADING SERVICES

Après analyse du rapport d'évaluation des offres n°0079/MFA/CAB/CPMP du 12/11/2010, la Commission des Marchés a désigné la **société Kandji et Frères** attributaire provisoire pour le **lot 3**, pour un montant de **45 178 832 F CFATTC**, objet du **Marché T0418 du 14/02/11**

11) Appel d'offres pour Travaux de constructions neuves en zones militaires n°3 (Kaolack), n°4 (Tambacounda) n°5 (Ziguinchor), n°6 (Kolda) et n°7 (Thiès) : lot 1. Six (06) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	BF TRADING SERVICES	89.008.813 F CFA	CBAO 1.800.000
2	CSBTP	59.849.255 F CFA	Banque Atlantique 1.800.000
3	ASTPCI	83.014.246 F CFA	CA 1.800.000
4	GROUPE POLYTECHNIQUE	58.477.049 F CFA	CBAO 1.800.000
5	KANDJI ET FRERES	54.989.921 F CFA	SONAC 1.800.000
6	KEUR KHADIM	64.887.884 F CFA	CA 1.800.000

Sur la base du rapport d'analyse des offres N° : 0067/MFA/CAB/CPMP du 13/10/10, la Commission des Marchés a attribué le marché (**lot N°1**) à **Ets Kandji et Frères (EKT)** 10, Rue Valmy qui a proposé

l'offre conforme évaluée moins disante pour un montant de 54.989.922 F CFA TTC, objet du **Marché T0413 du 14/02/11**.

L'attribution provisoire étant faite à la clôture des opérations budgétaires et les délais d'exécution étant incompatibles avec la liquidation budgétaire, le MFA a saisi la DCMP pour une autorisation de poursuivre le processus du marché (cf Lettre n°1752/MFA/CAB/CPMP du 11/04/11).

La DCMP ayant déjà donné son ANO sur l'attribution du marché (cf lettres n°: 4234MEF/DCMP du 09/09/10, 5149/MEF/DCMP du 03/11/10, 5539/MEF/DCMP du 01/12/10, 5621/MEF/DCMP du 08/12/10 et 4908/MEF/DCMP du 20/10/10), n'a formulé aucune objection à la poursuite de la procédure sous réserve de la présentation, avant approbation, des documents relatifs à leur couverture financière et que l'attributaire accepte la prorogation de son offre.

12) Appel d'offres pour Travaux de constructions neuves en zones militaires n°3 (Kaolack), n°4 (Tambacounda) n°5 (Ziguinchor), n°6 (Kolda) et n°7 (Thiès) : lot 3 Six (06) offres ont été reçues et ouvertes par la Commission des Marchés. Il s'agit de :

1/ BF TRADING

2/ CSBTP

3/ ASTPCI

4/ Groupe Polytechnique

5/ Ets KANDJI et FRERE

6/ Ets Keur KHADIM

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue la société **BF TRADING** comme attributaire provisoire du lot 3, pour un montant de **26 049 267 F CFA, objet du Marché T0414 du 26 AVRIL 2011.**

13) Appel d'offres pour Travaux de constructions neuves en zones militaires n°3 (Kaolack), n°4 (Tambacounda) n°5 (Ziguinchor), n°6 (Kolda) et n°7 (Thiès) : lot 2 Six (06) offres ont été reçues et ouvertes par la Commission des Marchés. Il s'agit de :

1/ BF TRADING

2/ CSBTP

3/ ASTPCI

4/ Groupe Polytechnique

5/ Ets KANDJI et FRERE

6/ Ets Keur KHADIM

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue la société **ASTPCI** comme attributaire provisoire du lot 2, pour un montant de **42 113 933 F CFA, objet du Marché T0415 du 02 MARS 2011**

B - APPELS D'OFFRES RESTREINTS

1 / Appel d'offres pour la fourniture de matériels nautiques pour le centre d'entraînement tactique de Ngor (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP)

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	CSBTP	29.602.483 F CFA	BIS
2	MBS	38.006.620 F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission
3	SENEGAL EQUIP	30.502.410 F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission

Ces trois candidats ont reçu des lettres d'invitation à soumissionner dont les copies n'ont pas été retrouvées dans le dossier mis à notre disposition.

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire la société **CSBTP** qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **29 602 483 F CFA, objet du Marché F0837/11 du 02 MARS 2011.**

Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA et relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short list), le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP qui a finalement donné son ANO pour le lancement de l'appel d'offres.

2/ Appel d’offres pour la Construction d’un dortoir hommes de troupe type 32, construction d’une tour de contrôle, construction d’un poste de lancer grenade (en procédure d’urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP).

La lettre d’invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes. Il s’agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	Entreprise cheikh Ndong	67.125.893 F CFA	N’a pas fourni une garantie de soumission
2	MBS	58.188.800 F CFA	CBAO

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire la société **CSBTP** qui a proposé l’offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **29 602 483 F CFA, objet du Marché T 0808/11 du 10/08/11**

Le lancement de l’appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short- list), ainsi que le contenu du DAO, etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d’appel d’offres.

3/ Appel d’offres pour les travaux de réaménagement et de réhabilitation des centres d’entraînement tactiques de Dodji, Toubacouta, Thiès et Ngor (lot 1) (en procédure d’urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP. La lettre d’invitation a été adressée à dix (10) candidats. Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes. Il s’agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	Ets Cheikh NDONG	86.134.576 F CFA	CBAO
2	MBS	100.063.291 F CFA	CBAO

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à Ets Cheikh NDONG qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **86 134 576 F CFA, objet du Marché T 0809/11 du 10/08/1.**

Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short list), le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

4/ Appel d'offres pour la Construction d'un complexe cuisine, réfectoire et foyer (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP) .

La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	SENEGAL EQUIP	54.223.394 F CFA	SONAC
2	SOPRESCOM	62.258.371 F CFA	SONAC

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à SENEGAL EQUIP qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **54.223.394 F CFA, objet du Marché T 0810/11 du 04/08/2011**

Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short list), le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

5/ Appel d'offres pour la Construction de deux dortoirs hommes de troupe type 32, construction d'un parcours d'obstacles, construction d'un mirador, installation de cibles de tir, scellement des poteaux de parcours, positions de tir (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP) .

La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	Entreprise cheikh Ndong	117.665.708 F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission
2	MBS	98.096.872 F CFA	CBAO
3	SENEGAL EQUIP	104.573.415 F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à MBS qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **98 096 872 F CFA TTC**,
objet du Marché T 0812/11 du 04/08/2011

Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (shor-list) ainsi que le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

6/ Appel d'offres pour les travaux de réaménagement et de réhabilitation des centres d'entraînement tactiques de Dodji, Toubacouta, Thiès et Ngor (lot 10) (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP)

La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
3	SENEGAL EQUIPE	84.828.537 F CFA	Néant
8	CSBTP	79.146.033 F CFA	Néant
10	DAKAR ELECTRIQUE	70.582.100 F CFA	BIS

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à DAKAR ELECTRIQUE qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **70 582 100 F CFA TTC , objet du Marché T 0813/11 du 04/08/2011**. Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short list), le contenu du DAO etc. Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

7/ Appel d'offres pour la Réhabilitation infirmerie Camp Dodji, construction d'un bloc d'hygiène (BH) hommes de troupes, construction d'un local groupe électrogène, construction d'un logement du chef de centre (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP)

La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

1/ SOPRESCOM

2/ Ets Cheikh Ndong

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à Ets Cheikh Ndong qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **38.478.045 F CFA TTC, objet du Marché T 0814/11 du 04/08/2011**. Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre en compte, dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short- list), ainsi que le contenu du DAO, etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

8/ Appel d’offres pour la: construction d’un bloc d’hygiène (BH), construction d’un logement du chef de centre, en procédure d’urgence (autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP) . La lettre d’invitation a été adressée à dix (10) candidats. Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s’agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	Ets Assane Ndiaye	29.577.899 F CFA	CNCAS
2	CSBTP	40.101.450 F CFA	CNCAS
3	CODEXIM	41.345.948 F CFA	CNCAS

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenue comme attributaire provisoire à Ets Assane NDIAYE qui a proposé l’offre conforme évaluée moins disant, pour un montant de **29 577 899 F CFA TTC , objet du Marché T 0815/11 du 04/08/2011**. Le lancement de l’appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre en compte dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short- list), ainsi que le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d’appel d’offres.

9/ Appel d’offres pour les travaux de réaménagement et de réhabilitation des centres d’entraînement tactiques de Dodji, Toubacouta, Thiès et Ngor (lot 4) (en procédure d’urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP)

La lettre d’invitation a été adressée à dix (10) candidats. Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes.

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	CODEXIM	36.252.467 F CFA	SONAC
2	ETS LINGUERE NGOUYE FAMA	43.505.969 F CFA	Néant

Il s'agit de :

Après évaluation des offres, la Commission des Marchés a retenu, comme attributaire provisoire, CODEXIM qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante, pour un montant de **36 252 467 F CFA TTC, objet du Marché T 0816/11 du 04/08/2**

10-Appel d'offres pour la construction et réhabilitation de cabanons, construction d'un magasin de stockage, construction d'un dortoir service soutien, électrification, plomberie et assainissement, en procédure d'urgence (autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP) . **La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.**

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

1/ Ets Cheikh NDOG

2/ SENEGAL EQUIP

3/ SOPRESCOM

Les Ets cheikh NDONG et SENEGAL EQUIP ont été éliminées pour défaut de garanties de soumission. La société **SOPRESCOM**, remplissant les critères d'éligibilité, les conditions de qualification, conforme sur les offres techniques et moins disant, est proposée attributaire provisoire du lot pour un montant de **106.826.233 F CFA, objet du Marché T 0962/11 du 04/08/2011**. Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre en compte dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short list), le contenu du DAO etc. Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

11/ Appel d'offres pour la Construction neuve et la réhabilitation d'infrastructures (en procédure d'urgence autorisée par lettre n° 197MEF/DCMP/MAD du 19/01/10 de la DCMP)

La lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes. Il s'agit de :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission
1	CSBTP	119.758.111F CFA	BIS
2	MBS	144.347.746F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission
3	SENEGAL EQUIP	138.065.650 F CFA	N'a pas fourni une garantie de soumission

Les soumissionnaires : MBS et SENEGAL EQUIP ont été éliminés pour défaut de garanties de soumission

La société CSBTP, remplissant les critères d'éligibilité, les conditions de qualification, conforme sur les offres techniques et moins disantes, est proposée attributaire provisoire du lot pour un **montant de 119 758 111F CFA TTC, objet du Marché T 0963/11 du 08/09/2011**

Le lancement de l'appel a été précédé par une série de correspondances entre la DCMP et le MFA. Celles-ci étaient relatives aux dispositions particulières à prendre en compte dans ce type de consultation, notamment le nombre et la qualification de candidats à retenir (short- list), ainsi que le contenu du DAO etc.

Le MFA a répondu aux différentes questions soulevées par la DCMP, qui a finalement donné son ANO sur le dossier d'appel d'offres.

OBSERVATIONS GENERALES SUR LES AOR

Pour chacun des AOR traités ci-dessus la lettre d'invitation a été adressée à dix (10) candidats.

La participation des soumissionnaires a été de trois (03) offres pour cinq (05) AOR et deux (02) offres pour les cinq (05) autres.

Il s'y ajoute que des entreprises short-listées (**donc choisies pour leurs capacités techniques et financières**), ont proposé des offres sans fournir de garantie de soumissions. Cette situation est

anormale et peut laisser supposer une volonté manifeste de se faire éliminer de la part des soumissionnaires concernés. **Ceci peut faire penser à une velléité de collusion !**

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

Nous n'avons aucun constat spécifique concernant les appels d'offres ouverts.

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

Nous n'avons aucun commentaire spécifique concernant les appels d'offres ouverts.

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

Nous n'avons aucun constat spécifique concernant la réception et l'ouverture des plis.

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

Globalement les phases de réception et d'ouverture des plis se sont bien déroulées durant la gestion 2011.

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons aucun constat spécifique concernant les appels d'offres ouverts.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons aucun commentaire spécifique relatif à l'évaluation.

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Durant la gestion 2011, le MFA s'est conformé aux dispositions du code des marchés public relativement à la phase d'attribution des marchés.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Globalement d'attribution s'est bien déroulé durant la gestion 2011.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujetti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

Aucun appel d'offres par ED n'a été passé pendant cette gestion **pour une A.C qui, du fait de la réglementation, peut se prévaloir de la notion de secret- défense , conformément à l'article 77 du code ainsi que l'arrêté du MFA afférent aux marchés classés secrets.**

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

Le MFA, à la suite des constats ci-dessus évoqués, a démontré pour l'année 2011, un grand esprit de transparence, d'équité et d'impartialité comme suggéré par le code et les directives de l'UEMOA en la matière.

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

Le MFA a systématiquement procédé à **une revue à priori systématique de tout marché qu'elle envisage de passer** (sans tenir compte de son montant)

Ce qui a pour conséquence de prolonger relativement les délais de passation mais, certes avec un avantage comparatif fort satisfaisant qui se manifeste par une meilleure qualité dans les procédures. Il faut noter que chaque anomalie, non-conformité ou recours peut être source de prolongation indéterminée de délai.

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Service Financier notifie au titulaire concerné le marché définitivement attribué et immatriculé ou le bon de commande, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le titulaire du marché assure le service fait dans les conditions satisfaisantes de quantité et de qualité

La Commission chargée des réceptions établit la fiche de réception ou vise le bordereau de livraison

Le Service Dépensier, sur la base de l'ensemble des documents de marchés, vérifiés conformes, procède à la certification des factures en bonne et due forme en vue de la liquidation.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Service Financier fait la liquidation et procède au mandatement, après avoir vérifié l'ensemble des pièces justificatives concernant notamment la conformité des factures, la qualité et la quantité des prestations commandées comparées à celles livrées

La personne responsable du marché, signe le document de mandatement, envoie l'original aux services du Ministère de l'Economie et des Finances chargés du règlement de la facture. Une copie des documents de paiement est conservée au Service Financier.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

Rien à signaler.

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

Nous n'avons aucun commentaire concernant la production et la gestion des garanties contractuelles durant la gestion 2011.

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

Nous n'avons aucun commentaire concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses.

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

Nous n'avons aucun commentaire concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles.

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

Un système de classement et d'archivage est mis en place. Il gagnerait à être plus efficace pour mieux être en conformité avec les recommandations du code et des directives de certains bailleurs tels que la Banque Mondiale.

L'objectif étant que les dossiers des marchés soient immédiatement disponibles pour toute mission de contrôle.

Au demeurant, il est recommandé une plus grande attention sur les aspects suivants :

. Photocopier systématiquement et classer contre décharge toute pièce retirée d'un dossier ou envoyé à la DCMP ou à l'ARMP (arrêtés, chartes, PPM, AGPM, garanties des candidats, justificatifs de règlement, lettres de réclamations et de recours, etc.)

. Privilégier l'usage de pochettes pour l'archivage plutôt que des chemises à sangle afin de réduire les risques de perte de documents

(Ex: une feuille qui tombe de la chemise par glissement)

. Dédier spécialement un local destiné à l'archivage et embaucher, dès que possible, un Archiviste capable d'assurer une gestion électronique des dossiers du fait du nombre très important des DAC et de leur complexité.

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

Nous n'avons rien à signaler à ce niveau.

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des

A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)

- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

Nous n'avons décelé aucun fractionnement durant la gestion 2011.

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

Le MFA gagnerait à mieux maîtriser la programmation de ses achats (en se référant notamment aux statistiques sur les marchés des exercices antérieurs) afin de minimiser les marchés de clientèle qui, à répétition, renvoient à des marchés de gré à gré classiques qui ne disent pas leurs noms.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

Le MFA, s'est signalé, pour la gestion 2011, comme une A.C modèle en renonçant volontairement à un recours systématique de passation de marchés par E.D, étant entendu que des privilèges lui sont conférés par l'article 77 du code relatif aux marchés classés secrets. Toutefois, le MFA devrait mieux maîtriser le nombre des marchés de clientèle qui ont pour effet d'engendrer des avenants de reconduction assimilables à des marchés par entente directe.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

Rien à signaler.